



HAL
open science

La zad, le kibboutz : des expérimentations existentielles

Sylvaine Bulle

► **To cite this version:**

Sylvaine Bulle. La zad, le kibboutz : des expérimentations existentielles. Revue du MAUSS, 2023.
hal-04662878

HAL Id: hal-04662878

<https://hal.science/hal-04662878v1>

Submitted on 26 Jul 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La zad, le kibboutz : des expérimentations existentielles

Sylvaine Bulle (LAP — EHESS-CNRS)

sylvaine.bulle@cnrs.fr

REVUE DU MAUSS (12/2023)

Des communautés incomparables ?

Les kibboutzim israéliens et les « zad » : alors que nous croyons ces expériences incomparables, bien des éléments nous invitent au contraire à penser leur rapprochement. Dans ces deux cas, les modalités d'usage des ressources et des moyens de production, l'entraide et l'autogestion offrent des points de comparaison. Dans les deux cas, les normes et les grammaires qui président à ces communautés ont pour ambition de réaliser une émancipation fondée sur l'expérience, indépendamment de toute détermination exogène. L'intérêt de leur rapprochement est également méthodologique. L'anarcho-autonomie qui caractérise ces deux types d'expériences se déploie à partir d'une réalité propre et *sui generis*. Une démarche empirique et une approche matérialiste apparaissent donc comme des outils d'analyse pertinents pour mener une analyse comparative de ces formes politiques et sociales.

Cette contribution vise donc à délimiter le corpus de valeurs ou de grammaires qui sont les fils conducteurs autour desquelles se construisent ces communautés. Elle cerne d'abord la « forme-zad », correspondant à la recherche de l'autonomie politique en lien avec l'écologie. Le kibboutz sera ensuite décrit dans ses grandes formes, proche également de la démocratie directe et d'un communisme quotidien. Il sera alors possible d'ouvrir une perspective comparative sur ces deux imaginaires politiques relevant de l'anarcho-autonomie, dans leurs contextes disparates, qui implique finalement une réflexion sur le temps, comme support d'expériences existentielles.¹

La forme-zad

¹ Cette étude repose sur deux enquêtes sociologiques. La première concerne la zad NDDL où une enquête a été sur place menée entre 2015 et 2019, sous forme d'entretiens, d'observations directes et de participation à la vie de collectifs. (Bulle, 2020). La seconde est en cours, dans deux kibboutzim du nord d'Israël et documentée à partir de travaux d'archives.

Les zones à défendre en France et quelquefois en Europe (Belgique, Suisse Allemagne) se sont imposées dans la dernière décennie comme une forme d'intervention politique, à mi-chemin entre les luttes écologiques ancrées sur un territoire et l'imaginaire d'un autogouvernement. Initialement, le sens d'une zone à défendre (dont l'acronyme Zad fait référence au détournement du terme utilisé pour une procédure administrative connue sous le nom de Zone d'aménagement différé) est de faire obstacle à des projets considérés comme néfastes. Elles rassemblent différents types de collectifs protéiformes, qui vont des anarchistes libertaires, aux écologistes de différentes tendances, aux anticapitalistes et autonomes, ayant souvent acquis une expérience politique dans les occupations et blocages. On peut citer le cas exemplaire de la Zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes, qui a rendu visible un renouvellement de l'anarcho-autonomie, en dessinant un chemin spécifique, entre critique radicale à des fins d'action collective et de socialisation et ancrage de formes de vie. Un des motifs de la défense de ce bout de territoire, jusqu'à l'annulation d'un projet d'aéroport par l'État, résidait également dans la volonté de maintenir une habitabilité désencastrée de l'économie et de l'ordre politique existant, et dans le souci de préservation d'un bocage². À cet égard, les acteurs, au cœur de la forme-zad, demeurent sensibles au paradigme de l'ingouvernementalité et de l'action directe, et se détachent d'autres figures politiques, comme la grève ou les mobilisations sociales tendues vers la visée d'un changement institutionnel ou organisationnel de la démocratie.

De la résistance au désœuvrement, une politique de transformation

Au creux de ce type de dispositifs se manifeste une politique puissante de transformation qui se traduit par des activités pratiques et des formes de vies. La recherche d'une autonomisation du social et du politique par rapport à l'État et à l'ordre existant a pour finalité d'instaurer un autre rapport au temps notamment productif, de s'approcher de « l'exode » ou du désœuvrement (Bulle 2020) défini par la rupture ou la sécession. Les zones à défendre soutiennent également une conception autogérée des affaires collectives, sur la base de communautés limitées et affinitaires. Dans un tel projet, les actions pratiques, offensives et défensives, sont privilégiées

² La zone à défendre a été installée en 2012 avec pour résultat la cohabitation entre des collectifs autonomes et des riverains, des militants écologistes ou des agriculteurs locaux vivant ici de longue date. Les nombreuses séquences de répression depuis 2012 et la mobilisation des soutiens, tout comme la médiatisation de la lutte ont abouti à l'abandon du projet d'aéroport par l'État en 2018. Une partie de la zone a été alors maintenue et demeure, jusqu'en 2020, une poche d'auto-organisation précaire, au sein de laquelle les habitants cherchent les voies de l'autogestion de leurs milieux de vie, tout en négociant avec les puissances publiques, propriétaire des terres. On trouve un cas similaire à Bure (Lorraine) où les occupants résistent à un projet d'enfouissement de déchets nucléaires (2017-2020).

sur les actes de délibération (vote, assemblées) qui relèvent de la démocratie représentative et participative.

Prenons l'exemple de l'ex-Zad Notre-Dame-Des-Landes. Celle-ci renvoie à un régime d'action large, allant de la production à la résistance, de l'auto-défense à l'appropriation, sans que l'une ou l'autre des activités directes, manuelles et réflexives ne puissent être dissociées. On retrouve ici un air de famille avec l'opéraïsme italien et des formes antérieures de l'autonomie révolutionnaire conjoignant l'imaginaire et le concret. Les ateliers aux champs promus par Kropotkine (1910), ou hors des usines dans la période révolutionnaire italienne (Tari, 2011) tout comme les multiples productions (artistiques, sonores, agraires, d'habitat) en Zad sont des expériences politiques et émotionnelles typiques qui ne se limitent pas à « la contre-production » ou à l'occupation. Au sein de l'ex-Zad, aujourd'hui normalisée, toutes sortes de gestes et de répertoires offensifs ou défensifs, festifs, et productifs cohabitaient sans abandonner le front de la lutte institutionnelle (anticapitaliste et anti-étatiste). De même, dans sa courte histoire, la forme-zad peut rappeler les squats urbains libertaires caractéristiques du « reclaiming » urbain des décennies quatre-vingt-dix, tout comme les zones d'autonomie temporaire (Bey, 1998) qui consistent à créer des temporalités sociales atypiques, insurrectionnelles ou fugaces, détachées du fonctionnement des sociétés. Néanmoins elle diffère de ces poches libertaires (Hervieu et Hervieu Léger, 1979) relevant de l'émancipation individuelle, dans la mesure où les premières sont définies par l'action collective et par un rapport critique et conflictuel à la réalité sociale (Boltanski, 2009).

Grammaires de l'anarcho-autonomie

À quelles grammaires renvoie la zone à défendre ? Une règle importante, renvoyant aux mouvements anarchistes et antifascistes, est la non-domination³, comprise comme le respect de chaque individualité et de sa liberté dans un rapport équilibré aux exigences collectives. L'égalité entre membres se traduit par le refus de la prise de pouvoir d'un collectif ou d'un individu dans la vie en commun. Cela signifie que des problèmes individuels (production, santé, violence) trouvent leur résolution à l'intérieur et entre les groupes. Ce principe prolonge un anti-autoritarisme politique et social qui témoigne du besoin de se démarquer des rapports de genre et de classe considérés comme inégalitaires, renvoyant à l'organisation sociale « extérieure » ou à l'exercice d'un pouvoir autoritaire. Cette sensibilité s'exprime dans les

³ Nous reprenons cette notion de non-domination à Philip Pettit (2004) pour désigner « l'absence de domination ou d'interférences imputables à des pouvoirs arbitraires.

pratiques quotidiennes de vigilance féministe et par la création de groupes dédiés (auto-défense, féminisme et véganisme). L'anti-autoritarisme s'exprime également dans la défense physique des bocages et territoires, comme symbole d'une résistance à l'État ou à l'ordre judiciaire et policier, instances considérées comme oppressives et tyranniques. Les gestes confrontationnels, comme la tenue des barricades, les destructions de biens publics spécifient ces collectifs qui n'excluent pas la violence et conduisant en retour des arrestations et des scènes répressives.

Une autre règle est la solidarité de la communauté formée autour du « Nous »⁴, visible dans les institutions du social et de la terre, au sein des caisses de solidarité, des marchés alimentaires gratuits, des coopératives de matériel ou de ressources agricoles. Les gestes et les activités doivent être guidés par des principes de coopération et d'égalité entre les êtres humains et avec les non-humains. Ces outils constituent également un contre-modèle à l'économie acquisitive, notamment celui dessiné par la propriété foncière.

Enfin une troisième grammaire est celle de la démocratie directe, et de l'équilibre entre individu et collectif qui en découle. Contrairement à ce qui se passe dans les traditions militantes ou syndicales, tournées vers la recherche d'un acteur collectif et d'une verticalité incarnée par le leadership ou le porte-parolat, il n'existe pas d'instance unifiant les différents collectifs présents dans une occupation, à l'exception des comités formés pour des objectifs internes et précis (comité des usages, comités en lien avec les riverains). L'équilibre entre la liberté individuelle et la solidarité est recherché dans les espaces d'échange spontanés entre collectifs, dans les assemblées, mais sans que des règles délibératives existent. Cependant, ces principes peuvent être mis à l'épreuve par les occupants eux-mêmes, en raison de leurs différentes sensibilités. Dans l'ex-zad de Notre-Dame-des-Landes (2009-2018), se sont disputées des visions divergentes de l'autonomie, avec pour conséquence, le départ d'une grande partie des membres qui étaient opposés à toute coopération avec des instances publiques, favorables à une régularisation foncière et la mise aux normes des pratiques qui a suivi.

Autocontraintes et limites à l'autonomie

Dans ses principes, l'autonomie à laquelle aspirent ces microsociétés est définie par une organisation du social qui repose sur une égalité réelle et politique des membres (Castoriadis, 1999). Dans les faits, l'auto-institution d'une communauté prend sa source dans les pratiques quotidiennes, sans cesse autoévaluées. Pour cette raison, le processus d'autonomisation est ouvert à tous les courants affinitaires afin de préserver le pluralisme et la conflictualité internes,

⁴ Cette forme de communauté fut théorisée par Buber (1996) comme relation intersubjective basée sur le Nous, entre le *Je* et le *Tu*, et non comme relation entre le *Je* et le *Cela*.

nécessaires à cette auto-institution. Mais l'auto-institution montre des limites : la participation des occupants et des bases de vie, selon que ceux-ci sont plus ou moins rompus à la tactique politique, et surtout plus ou moins actifs dans les différentes strates collectives, est inégale. À ce titre, le bilan est contrasté en ce qui concerne une autonomie réelle, dans la mesure où la construction d'un horizon commun se dégrade en une somme de rapports de force entre différents groupes. À l'analyse, on note des divergences et des perceptions contrastées qui tiennent à la traduction d'un imaginaire anarcho-autonome. Certains sont productifs et « nourrissent » les luttes et la zad (en termes d'activités et d'agriculture), d'autres ne le sont pas. De même, des membres anarcho-libertaires ont mis en cause l'autoritarisme des porteurs de la régularisation foncière, affirmant le « productivisme » tout comme la priorité donnée à la stratégie au détriment du respect des différentes sensibilités internes et des enjeux de la non-dominance.

En d'autres termes, le cas de Notre-Dame-des-Landes illustre les difficultés de fixer une perspective « du commun » et les pourtours d'une communauté basée sur le « Nous ». La situation actuelle en 2023 en atteste : l'abandon par l'État d'un projet d'aéroport en 2018 n'a pas suffi à maintenir toute la diversité des pratiques et des sensibilités, ou des imaginaires autonomes, qui préexistaient, montrant ainsi une « irréductibilité » (Latour, 1984) du réel. La période de régularisation à travers une convention d'occupation avec les pouvoirs publics a révélé les divergences profondes entre les occupants restés sur place, « réalistes », et faisant du processus écologico-agricole une priorité, et ceux qui, attachés à la pureté autonome ou communaliste, ont préféré quitter la zone. Ce qui reste donc en suspens est l'inappropriable (Dardot et Laval 2014) et sa permanence, c'est-à-dire la recherche d'un commun d'usage qui ne soit pas préempté par l'unique objectif de défense des terres, et qui puisse échapper à l'hégémonie de certains collectifs. En d'autres termes, le cas étudié ici montre la difficulté d'ancrer une communauté politique autour de l'inappropriation.

La forme — kibboutz

Le mouvement des kibboutzim israéliens a connu son essor entre 1950 et 2000, parallèlement à la période d'apogée du socialisme d'État en Israël porté par la gauche sociale et démocratique, en Europe. Désormais, au creux des décennies post-2000, l'expérience des kibboutzim est

ignorée ou dénigrée, alors qu'elle puise dans des références que mobilisent les militants anarchistes mondiaux. Ce qui rend en effet l'expérience historique difficile à appréhender est le contexte géopolitique et émotionnel dans laquelle elle a pris en partie racine. Israël, qui a rendu possible ces collectifs, est vu par les militants et les cercles intellectuels de la critique sociale, comme la terre de l'occupation, de l'impérialisme, de la colonisation sinon de « l'apartheid ». Cet angle obtus empêche de voir la face communaliste et anarchiste des kibboutz, délaissée au fil du temps, au profit d'une critique exclusive et abrupte des formes de gouvernement israéliens, alors que les premiers se détachent de tout pouvoir⁵.

Éloge de la communauté

Pour saisir la portée de ce mouvement, il faut se reporter à ses origines et aux principes qui l'ont guidé. Les kibboutzim puisent leurs formes dans les sources anarchistes des halutzim, de véritables communautés ouvrières et rurales, qui se sont développées d'abord dans l'ex-Russie. Celles-ci se sont inspirées de l'anarchisme révolutionnaire de Kropotkine⁶, et plus certainement des intellectuels juifs anarchistes comme Gustav Landauer, pionnier dans l'approche du socialisme anarchiste, tout comme Martin Buber, connu pour sa philosophie du messianisme⁷. Ces travaux intellectuels et politiques ont nourri les partisans et fondateurs des halutzim, des villages formés autour de petites communautés de base éphémères (*kvoutot*), qui ont rejilli en Israël, sous la forme des kibboutzim. On peut avancer qu'un communisme agraire juif est né dans cette période de l'avant-première guerre mondiale, inspiré par l'anarchisme juif qui considérait comme vital le fait de vivre du travail agricole.

En ce sens, les villages agricoles⁸ avaient pour objectif de créer un cadre de socialisation fraternelle (le versant anarchiste) à l'échelle de chaque personne, et à partir d'institutions de la vie en commun (le versant socialiste). Cela concernait la mise en commun de la production agricole, les discussions informelles et les rotations des rôles entre les membres, de sorte que tous les membres participaient à tour de rôle à tous les travaux. Ces formes de pensée propres aux communautés européennes ont été véhiculées en Palestine historique puis au sein de l'État

⁵ On compte 250 kibboutzim pour 250 000 personnes environ.

⁶ Le texte de Kropotkine : *La Commune libre* (1880) a été traduit en hébreu par les premiers anarchistes juifs. Rappelons que pour Kropotkine, une société idéale est basée sur l'abolition de la propriété privée et du salariat, et que tous les moyens de production doivent appartenir en commun aux membres de la communauté. Dans un autre texte fameux (*L'entraide*), Kropotkine (1912) fait remonter l'éthique à l'entraide, et non à la lutte.

⁷ Martin Buber, philosophe, plus religieux que Landauer assumait un rôle central dans la pensée de nombreux membres des mouvements de jeunesse qui partirent établir des kibboutzim en Palestine au début des années 1920, Voir Buber (2016). Landauer est un socialiste juif non religieux converti à l'anarchisme et qui défend une vision de « la vraie société comme une multiplicité de *petites* appartenances communes effectives. Pour Landauer (2008 ; 2019) la révolution doit être un processus de régénération massive, une refonte spirituelle commençant par l'individu pour s'étendre à l'ensemble de la vie sociale.

⁸ Les halutzim étaient proches du communisme agraire mais aussi de l'écologie sociale que développera un siècle plus tard Bookchin (2003), qui s'est inspiré de Landauer.

stabilisé d'Israël comme à Degania en Galilée, en permettant l'installation de villages qui cherchaient à se défaire de tout lien aliénant.⁹ En accueillant des Juifs européens affluant d'Europe, les kibboutzim sont devenus une forme palpable, non pas du socialisme d'État, mais de l'anarcho-socialisme¹⁰. À ce titre, leur organisation laisse voir des grammaires propres à l'anarchisme et à l'anti-autoritarisme : la libre association pour se subsister à l'État, la « loi » sans gouvernement, l'équilibre entre liberté individuelle et solidarité.

De quoi s'agit-il concrètement ? On désigne par le terme de kibboutz un collectif de plus ou moins grande taille, organisé autour de foyers vivant de la production agricole et industrielle sur leurs lieux de vie¹¹. Le kibboutz est donc proche de la « coopérative intégrale » (Buber 2016) dont l'originalité réside dans l'associationnisme qui embrasse toutes les sphères de la vie, du travail à l'éducation et la culture.

La coopérative intégrale

Sur un premier aspect, la démocratie directe s'applique pour les décisions qui concernent la vie de la communauté. Le mode d'administration de tous les kibboutz repose sur une assemblée générale (Asef), instance suprême où sont discutés les différents aspects de la vie sur place et où sont prises les décisions¹². Mais une autogestion intégrale désigne la mise en commun des différents éléments matériels et politiques ou économiques, qui rappelle un communisme du quotidien (Graeber¹³) où le salariat et l'activité rémunératrice sont exclus de la vie en kibboutz, en tout cas dans ses formes initiales. Sur un second aspect, la distribution des ressources et des services s'effectue sur un mode égalitaire, avec une absence de calcul dans les échanges matériels et humains et par conséquent une absence de rémunération. Cette pratique évoque l'anarcho-judaïsme et ses références au travail de la terre¹⁴, en tant qu'accomplissement de soi quasi cosmique et spirituel. Il se prolonge par l'entraide et la recherche d'une élévation par

⁹ Un autre modèle : l'Hapoel Hatsaïr (« le Jeune Travailleur »), pourra être considéré comme plus orthodoxe. Lié aux Russes socialistes, il a donné lieu à des implantations en Russie.

¹⁰ On peut aussi trouver des ressemblances avec les courants contemporains du bio-régionalisme, permettant d'équilibrer la justice sociale, la démocratie directe et l'écologie.

¹¹ Plusieurs modèles existent entre les communautés agraires et agricoles de petite taille (au sud) aux kibboutzim de grande taille, au Nord. Aujourd'hui les kibboutzim restent à l'avant-garde de la recherche et de la production en Israël pour ce qui a trait aux méthodes d'irrigation et de transformation alimentaire, à la viticulture et ils fourniraient près de 40% de la valeur ajoutée brute de la production agricole en Israël.

¹² Au fil du temps, des structures internes autres que l'AG, existent (comme les comités liés à des activités). Par ailleurs, les kibboutzim sont attachés à la fédération nationale des kibboutzim.

¹³ Le communisme renvoie pour Graeber à un sens spontané de l'entraide ou de la coopération en dehors de toute formalisation institutionnelle, et au fondement de toute sociabilité humaine. Voir Graeber (2010).

¹⁴ L'agriculture ouvrant la voie à une connexion créatrice entre les hommes et le monde naturel, et la *kvoutza* (communauté) permet la réalisation spirituelle ou émancipatrice du travail au sein de nature. Pour une synthèse sur l'anarcho-judaïsme, voir Bulle (2022) ; Löwy (1988).

l'apprentissage des différentes activités collectives¹⁵, également conçu comme un moyen de se déprendre de l'aliénation industrielle. Enfin, cette égalité dans les activités quotidiennes renvoie à un idéal de l'émancipation collective et individuelle, qui fut porté par l'anarchisme socialiste et le proudhonisme. La logique de ce modèle est de tendre vers une valeur identique des tâches agricoles ou manuelles et intellectuelles, en garantissant une rotation de celles-ci, de l'usine aux champs en passant par le réfectoire, espace de vie en commun. Mais une dimension importante, à laquelle peu de formes démocratiques peuvent prétendre demeure l'absence de propriété¹⁶ individuelle et privée, en raison du communalisme, sinon du communisme, défendus par les fondateurs. Non assujettis à la propriété privée, les kibboutzim, y compris dans le cadre du capitalisme actuel, répondent en grande partie au registre du commun d'usage, qui complète l'absence de salariat, l'intégration des travaux manuels et intellectuels comme forme d'émancipation. Cet idéal du commun s'applique en tout point et lieu dans le partage des moyens de production (usines, brasseries, jardins, machines-outils) qui appartiennent au kibboutz¹⁷. En ce sens, les revenus de la production sont traditionnellement partagés entre membres à partir d'une caisse centrale, tout comme les services, sans distinction autre que la prise en compte de besoins spécifiques.

L'instituteur communiste

C'est encore une vision du commun qui est à l'œuvre dans l'éducation. Une approche de la socialisation privilégie le groupe sur la famille. Elle implique que les adolescents et les enfants soient insérés au quotidien dans un cadre de vie, ce qui restreint la possession de biens individuels et la présence dans la sphère domestique (les foyers familiaux). Autrement dit, l'émancipation collective et l'égalitarisme doivent se traduire dans le mode de socialisation des jeunes classes d'âge associés très tôt à la vie communale, qui se substitue ainsi à l'éducation parentale. Concrètement, les enfants et les adolescents sont séparés en journée de leur famille et sont guidés par un maître (*le madrih*), chargé de leur transmettre les principes de la vie collective, solidaire et autogérée, et de les former à différents types d'activité, sans hiérarchie entre les apprentissages intellectuels et manuels. Nous percevons aujourd'hui, au stade de

¹⁵ Cet attachement à la terre apparaît central dans les kibboutzim initiaux et villages pré-kibboutziques et pré-étatiques dans la mesure où les communautés juives ont été arrachés à la terre, lors de l'exode des premières et secondes guerres mondiales pour se consacrer aux activités urbaines, intellectuelles et commerciales, comme ce fut le cas de la diaspora réinstallée aux États Unis, ou en France notamment.

¹⁶ Les terres sur lesquelles les kibboutzim ont été bâtis appartiennent toutes au Fonds national juif (fondé en 1901), qui loue la terre sur le principe d'un bail.

¹⁷ Jusqu'en 2007, il était impossible qu'un kibboutz vende ses actifs et mette fin à son activité, et dans ces cas exceptionnels, les avoirs étaient redistribués afin d'empêcher ainsi toute possibilité d'appropriation individuelle. Ce point est signalé par Horrox (2018).

l'individualisme contemporain, la radicalité de cette praxis, visible dans un système éducatif, destiné à faire disparaître les structures mentales liées à la famille nucléaire, au moins jusque dans les années 2000.¹⁸

En résumé, doit-on interpréter cette forme comme relevant de l'autonomie, du communisme, voire de l'économie sociale ? Un des aspects les plus ambivalents est celui d'une relative dépendance de la production agricole et économique des kibboutzim au marché extérieur, que ce soit pour des biens, mais aussi à l'égard de certaines institutions étatiques, ou pour les exportations. Il est impossible de ne pas voir, au stade actuel, le poids que fait subir le système économique israélien sur l'organisation et les décisions internes. D'abord parce que ces communautés ne sont pas étanches à la globalisation des échanges et au tournant libéral israélien. Ensuite parce que l'éthos collectiviste et l'esprit de la communauté intégrale se transforment au profit d'une gestion relevant davantage de l'économie sociale. En témoigne, l'apparition de kibboutzim touristiques, alternatifs, ouverts au passage, modifiant par touches successives le modèle original. Cependant, un autre modèle tend à émerger en milieu urbain (comme à Jérusalem), sous la forme de communautés résidentielles autogérées où les habitants mettent en commun leurs salaires, sans que ceux-ci ne soient liés à une production collective *in situ*. Les individus y demeurent libres de prendre leurs propres décisions pour ce qui concerne leur vie privée, mais valorisent la solidarité (par exemple vis-à-vis des voisinages palestiniens) et la démocratie directe, autour de petits groupes, sans délibération et sans volontarisme.

À l'heure de la crise démocratique qui traverse Israël depuis 2020, ces formes communalistes perdurent en dépit du libéralisme économique dominant. Ce mode de vie laisse envisager une continuation de l'éthos collectiviste, ancré à l'échelle locale, entre écologie et autonomie sociale. Cette rapide présentation écarte un point pourtant central qui tient à la place occupée par l'imaginaire étatique, alors que l'anarchisme juif ou non juif est traditionnellement opposé à la forme-État et à une séparation entre le politique et l'État.

Des grammaires en commun ?

En tant que formes matérielles et symboliques, la Zad et le kibboutz présentent des ressemblances. Dans les deux cas, ces formules ont en leur cœur une critique de l'exploitation et le remplacement des moyens de production par des institutions alternatives à caractère coopératif et non gouvernemental.

¹⁸ Aujourd'hui, davantage de temps est passé dans les familles, comme le confirment nos enquêtes.

Parlera-t-on de commun ? De collectif ? Les similitudes sont fortes en ce qui concerne l'organisation du commun-collectif qui se décrit selon trois modalités. La première est l'équilibre recherché entre l'égalité individuelle des membres (kibboutz) ou des occupants (Zad), sans mécanismes d'autorité coercitive, afin d'éviter les hiérarchies ou les disparités entre foyers et bases de vie. Le second constat touche à la coopération entre les membres, avec en principe la distribution égale ou solidaire des ressources, sans égard à une contribution individuelle, et avec la détermination de tous les membres ou occupants à défendre un projet politique fondé sur l'engagement volontaire. La troisième marque est le refus de voir la communauté être aliénée par la propriété et à l'économie acquisitive, notamment de la terre. En Zad ou en kibboutz, rien ne permet de distinguer le droit d'usage de la possession. L'inappropriable (Dardot et Laval, 2014), au cœur des institutions collectives, se limite à un commun défini par l'usage, et tranche avec toute tentative de séparer la propriété collective de la communauté des contributions individuelles. En ce sens, il est possible de se référer à une approche ouvriériste de l'usage (Proudhon 1997) dans la mesure où les individus se rapportent les uns aux autres au sein d'une « communauté », construite sur une forte imbrication des relations et une contrainte générée par des règles communes. Il est également possible d'identifier un soubassement autonome au sens où ces formes reposent sur l'idée que la société est capable de se transformer elle-même, à partir des communautés locales.

À travers le concept d'autonomie, Castoriadis visait à définir les fondements d'une société émancipée, inséparablement individuelle et collective. Il faut se rappeler ici que dans la conception de Castoriadis, l'autonomie est à la fois individuelle et collective, chaque membre devant être autonome tout en étant relié aux autres. Elle suppose donc une réciprocité entre liberté individuelle et participation collective. Cette thèse aide à penser la vision de la communauté portée en Zad, autour de bases de vie reliées entre elles, et en kibboutz à partir des kvoutot. Cette interdépendance n'entraîne pas l'homogénéité des groupes ou l'unanimité démocratique qui se traduiraient par des décisions centrales ou mimétiques. Au contraire, la discussion et la conflictualité, qu'elles soient spontanées ou qu'elles se manifestent dans des assemblées ou dans des formes apparentées, nourrissent ces principes en dehors de toute intervention extérieure et hétéronome. La promesse d'un autogouvernement (davantage à l'œuvre en kibboutz) et au-delà d'une autonomie sociale et politique, en lien avec l'écologie (davantage présente en Zad) est fortement présente, afin d'échapper aux relations de pouvoir constitutives de l'hétéronomie.

Au-delà de ce tableau conceptuel et des points qui unissent Zad et kibboutz, il est nécessaire de saisir leurs différences, tout comme les difficultés qui résultent de telles expériences. Une

question se pose : comment stabiliser des formes d'être en commun qui ne neutralisent pas les sensibilités, nécessairement divergentes ?

Décrivons l'organisation de ces collectifs. Alors que la forme kibboutz repose sur un collectivisme de moyens, la forme-zad accorde une autonomie pleine aux membres individuels. Le commun y est le résultat d'une praxis collective, où la finalité politique de l'autonomie est supérieure aux droits qui résultent d'une mise en commun de ressources et d'usages. Dans ce cas, et parce que la Zad est l'apanage de sensibilités autonomes et anarchistes, anti-autoritaires voire libertaires, l'une des exigences les plus difficiles à tenir est celle de la démocratie directe en l'absence de véritable espace délibératif (jusqu'en 2019). La courte expérience de la Zad Notre-Dame-Des-Landes a montré des divergences importantes sur le plan de la conception du commun et sur les modalités de la discussion et des décisions. Si l'échange de proximité permet de régler « naturellement » les disputes, les structures dédiées au devenir de la zone dédiée (comités, assemblées des usages) peuvent, elles, être lues comme ambivalentes, car elles confortent une hégémonie de certains collectifs sur d'autres.

Inversement, la gouvernance collective d'un kibboutz, qui repose sur l'assemblée générale (l'asefa), reflète une homogénéité des décisions. L'assemblée générale, au nom d'une communauté entière, détient une autorité et un pouvoir de décision, y compris pour la vie au quotidien. Au sein de ce modèle teinté de grammaires anarchistes, la communauté est symboliquement présente à l'échelle privée et demeure porteuse d'une exigence d'unanimité. Cela a pour conséquence une dépendance plus forte des individus et des unités de vie aux règles collectives.

Un autre aspect important est la place occupée par les institutions sociales internes, en tant que créations collectives et lieux d'action¹⁹. Parmi les caractéristiques de la Zad Notre-Dame-Des-Landes, une des plus frappantes est le niveau d'exigence pour la construction de telles institutions autonomes : non-marchés, coopératives de semence, groupes de soin, autodéfense, radio, journaux et moyens d'information, restaurants. Ces outils reposent sur les principes de solidarité et permettent d'amortir les inégalités individuelles entre ceux qui sont productifs et ceux qui ne le sont pas, tout en maintenant une autonomie collective. Cela signifie que le gouvernement d'une société autonome repose sur ce type d'institutions sociales, qui laissent la créativité s'exprimer sous différentes figurations esthétiques, politiques, artistiques. Inversement, il est probable que la forme-kibboutz ne permette pas à une telle *poesis* de se

¹⁹ Voir Descombes (1996).

déplier, dans la mesure où l'autocréation collective est, de prime abord, de type économique et identitaire.

Cependant, les deux formes se rejoignent si l'on considère la portée de la praxis et de l'intelligence collective générée par ces institutions. Qu'il s'agisse de la circularité des tâches allant de l'agriculture, aux cantines à la construction de hangar (en Zad), de la gestion d'un réfectoire (espace central) aux travaux dans les champs, (en kibboutz), il existe un équilibre entre l'action et la pensée, avec la même importance accordée aux gestes manuels et intellectuels.. En allant plus loin, pourquoi ne pas évoquer une égalité des places (Rancière, 2000), porteuse de justice sociale, dans la mesure où aucun avantage ou droit spécifique n'est attachée à des fonctions ou des activités, qui elles-mêmes ne peuvent être des occupations.

Nourrir la zad ? nourrir le pays ? L'économie et le commun.

Pour parfaire le trait descriptif et matérialiste, approfondissons l'exemple de l'agriculture. La production agricole en Zad est vue comme un mode de subsistance alimentaire et économique, et comme un moyen de s'affranchir de l'hétéronomie marchande. Elle demeure un outil de solidarité en nourrissant d'autres luttes ou d'autres fronts offensifs (grèves, occupations, lieux de résistance). Au contraire, les kibboutzim dans leur ensemble combinent production à grande échelle et subsistance. Privés du motif des luttes et des combats, les membres d'un kibboutz apprennent à regarder l'agriculture sous un jour communautaire, à travers le renforcement de leur espace de subsistance et de production qui peut servir également aux besoins extérieurs des voisinages.

Cependant, doit-on raisonner en termes de circuit économique ? Ces deux formes différentes posent davantage la question du rapport que des acteurs individuels entretiennent avec la subsistance. Autrement dit : qui produit ? Qui est productif ? Peut-on être improductif sans être dépendant des autres ? Ces aspects sont autant de formulations sur l'éventuel rapport de dépendance, au sein de collectifs où le commun est central. Au sein d'un kibboutz, la dépendance interne est faible, au regard de la très forte collectivisation de moyens et des ressources. Le cas de la Zad Notre-Dame-Des-Landes a montré au contraire que l'idéal antiautoritaire et la grande disparité des bases de vie n'impliquent pas d'obligation ou d'implication des membres dans des productions de subsistance. C'est la raison pour laquelle des personnes, voire des collectifs, peuvent dépendre d'autres qui sont davantage impliqués dans les tâches agricoles et de nourriture ; les non-marchés permettant de redistribuer les surplus ou les ressources alimentaires. Cette disparité dans la participation à l'agriculture peut être

source de conflits entre ceux qui, non productifs et souvent vulnérables, apparaissent dépendants de ceux qui supportent une charge mentale associée aux travaux collectifs.

Pour se suffire à elle-même dans le temps, ce type d'expérimentation peut également mobiliser des pratiques ambivalentes, comme l'ouverture marchande. L'introduction d'échanges monétarisés dans l'ex-zone à défendre est un sujet sensible qui a suscité de profondes divergences et qui a accéléré les fractures entre les collectifs. Cette exigence contrariée ne s'applique pas aux lois des kibboutzim, qui, pour être attachés à la critique d'un système marchand, ne bannissent ni la consommation ni le commerce avec l'extérieur. Le kibboutz réalise à la fois la communalisation et l'ouverture vers un système économique extérieur, mais sans que celui-ci ne puisse inférer avec ses lois internes, sauf à un stade récent.²⁰

En somme, l'autonomie, fut-elle explicitement inspirée des théories sociales issues des cercles anarchistes et du mouvement ouvrier, n'est pas indépendante d'éléments exogènes et d'une hétéronomie, comprise non seulement comme un ensemble de règles et de normes, mais comme un ensemble de relations au monde²¹. Les zones de friction entre hétéronomie et autonomie, marché et subsistance, doivent être analysées par rapport à la pérennité de tels processus. Une zone à défendre et un kibboutz montrent, à leur manière, le cheminement difficile entre authenticité et réalisme.

Des communautés existentielles.

Que recouvrent les deux formes que nous avons examinées ? Elles signifient que des communautés et des micro-sociétés, au-delà du fait de se gouverner elles-mêmes, produisent une organisation sociale et politique démocratique. L'autonomie ou l'anarcho-autonomie dans leurs rapports épars au monde environnant et à l'hétéronomie n'abolissent pas cependant la distinction entre société instituée et société instituant. Dans ce cas, comment peuvent-elles soutenir durablement le modèle initial qui les a constitués ?

Irréductibilité ? Généricité ? Graduation ? Nous l'avons à peine mentionné : en Israël, les kibboutzim sont constamment à la recherche d'un équilibre entre les ressources internes et la pression extérieure économique, cette dernière visant à diluer le modèle dans un système et une pensée économique marchande. Cette mutation se trouve également à Notre-Dame-Des-Landes, où les occupants actuels tentent de concilier écologie, décroissance anticapitaliste et

²⁰ Les kibboutzim reçoivent désormais des subventions gouvernementales. Ils sont aussi plus fragiles devant les demandes de vente des outils de production (enquête dans le nord).

²¹ Voir à ce sujet l'ouvrage fondateur de Martin Buber sur les relations aux choses comme relation au monde dans *Je et Tu* (1992)

auto-gouvernement, en assumant pleinement le changement de trajectoire de la zone à défendre initiale²². Au stade de la post-zad, des conventions d'usage des terres et du bocage garantissent des locations à titre individuel. Une communauté fondée sur les relations de proximité et de réciprocité peut désormais s'épanouir au quotidien, en recherchant des formes, alternatives agraires et économiques : ralentissement de l'usage de la terre, méthodes manuelles, présence de restaurants, mise en commun de matériel, coopératives foncières. Bref, une expérimentation écologique et non plus le maintien d'une pureté intégrale que portaient des lieux auparavant disparates. Autrement dit, l'expérience donne une idée de l'hybridation possible entre un imaginaire anarcho-autonome et des dispositifs réalistes, oscillant entre la communauté auto-organisée et un régime de gouvernementalité soluble dans les alternatives ou dans le modèle marchand. Cette trajectoire rend tangible une dysphorie politique, dans la mesure où les formes évoluent, de leur pureté initiale à leur devenir semi-institutionnel avec des acteurs eux-mêmes en questionnement.

Qu'elles se nomment préfiguration, îlots refuges, ces formes hybrides peuvent être envisagées comme autant de petites communes anarcho-socialistes, en marge de l'État existant, traduisant matériellement le socialisme anarchiste de Landauer, notamment dans les kibboutzim. Mises en perspective, ces expériences nous apprennent trois choses. En premier lieu, l'anarcho-autonomie conserve un imaginaire politique qui lui est propre. Ce que la tradition philosophique et politique a eu coutume d'appeler autonomie et anarchisme, s'accorde en réalité avec une dimension eschatologique des formes créées, qui relève d'une inquiétude et d'une incertitude radicale²³. Les premiers kibboutzim et surtout leurs précurseurs s'inscrivent dans un parcours historique spécifique, marqué par le traumatisme des minorités juives déplacées et exilées. La forme-zad, elle, s'inspire d'écrits révolutionnaires, voire d'une pensée messianique de la rupture²⁴. Dans les deux cas, la recherche d'une forme politique *sui generis*, s'effectue en référence à un « exode » ou à une « sécession » symbolique avec l'ordre existant, deux catégories ontologiques au cœur d'un édifice autonome. Mais ce dernier se bâtit à l'intérieur du temps présent et d'un territoire donné. S'il en est ainsi, c'est que ces communautés, à différents moments de l'histoire actuelle, cherchent à instaurer un espace-temps autre, mais qui se réalise au présent, à travers une expérience radicalement différente de la socialité. Il y a matière à voir ici une spécificité de ces formes, en comparaison avec d'autres alternatives destinées à réparer le monde abîmé. La forme-zad en particulier offre un régime d'action au présent, par

²² Comme en témoignent les textes produits par les occupants restés sur place, par exemple <https://lundi.am/ZAD> . \$

²³ Voir Graeber (2014) sur la refondation de la démocratie et Mosès (2008) sur le messianisme du présent.

²⁴ C'est le cas des écrits du Comité Invisible (2007) et de la revue Tiquun (2009) auxquels se réfère un courant de l'anarcho-autonomie. C'est le cas aussi du socialisme analysé par Buber comme une relation au monde, qualifiée de rédemption (1992).

l'occupation, qui signifie que le futur n'est plus un horizon acceptable et que les ressources planétaires sont limitées.

En second lieu, l'émergence de communes libertaires ou anarchistes et autonomes dépasse le seul projet de subsistance par la terre, porté actuellement par différents acteurs de la décroissance et d'écologie. Parler d'autonomie alimentaire et de réseaux horizontaux, comme c'est le cas dans les éco-villages et des alternatives terrestres prônant la subsistance, est insuffisant pour penser le projet d'autonomie politique, plus vaste que l'autosuffisance paysanne. Ce que montrent les deux formes politiques étudiées ici est la persistance durable, y compris au stade d'une transformation économique et dysphorique, de relations interhumaines, voire d'un idéal relationnel propre à ces communautés.

Enfin, le rapport au temps est une caractéristique ontologique qui sépare ces formes des grandes théories émancipatrices de la révolution ou du socialisme. Ces dernières, en reposant sur l'espérance et sur l'utopie, imposent de se projeter dans un projet temporel et sociétal idéal et peuvent être vues comme une fuite en avant²⁵. Au contraire le geste de l'appropriation dans le cas de la zad, l'intégralisme du kibboutz font se rejoindre, sous des dehors divers, l'imaginaire et le concret. Les petits royaumes de l'ici-bas, comme accomplissement d'un hors du temps dans l'espace-temps du présent, fournissent aux acteurs qui s'en réclament, un socle empirique qui permettent à un univers social et quelquefois esthétique d'émerger, avec une forte intensité. En cela ils intéressent en premier lieu la pensée politique, tout comme celle de l'écologie.

²⁵ A l'image de l'utopie appréhendée par Bloch (1977). Au contraire de la « communauté » portée par Buber et qui se réalise au présent (2018).

Références

- Bakounine Mikhaïl, 1969, *La Liberté*, Choix de textes, Jean-Jacques Pauvert, Paris.
- Bey Hakim, 1998, *TAZ*, Éditions de l'éclat, Paris.
- Bloch Ernst, 1977, *L'esprit de l'utopie*, Gallimard, Paris.
- Boltanski Luc, 2008, *De la critique, Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, Paris.
- Bookchin Murray, 2003, *Pour un municipalisme libertaire*, Atelier de création libertaire, Lyon.
- Buber Martin, 1992, *Je et Tu*, Aubier, Paris.
- Buber Martin, 2016, *Utopie et socialisme (1952)*, L'Échappée, coll. « Versus », Paris.
- Buber Martin, 2018, *Communauté*, Éditions de l'Éclat, Paris.
- Bulle Sylvaine, 2020, *Irréductibles. Enquête sur des milieux de vie, de Bure à Notre-Dame-Des-Landes*, UGA Éditions (Ecotopiques), 2020, Grenoble.
- Bulle Sylvaine, 2022, « L'anarchisme juif et ses résurgences écologiques contemporaines », *Revue K* (en ligne) <https://k-larevue.com/lanarchisme-juif-et-ses-resurgences-ecologiques-contemporaines/>
- Castoriadis Cornelius, 1999, *Les Carrefours du labyrinthe*, tome 2, *Domaines de l'homme*, Seuil, « Points », Paris.
- Comité Invisible, 2007, *L'insurrection qui vient*, La Fabrique Éditions, Paris.
- Dardot Pierre et Christian Laval, 2014, *Commun : essai sur la révolution au 21ème siècle*, La Découverte, Paris.
- Descombes Vincent, 1996, *Les Institutions du sens*, Éditions de Minuit, Paris.
- Graeber, David. « Les fondements moraux des relations économiques. Une approche maussienne », *Revue du MAUSS*, vol. 36, no. 2, 2010, pp. 51-70.
- Graeber David, 2014, *La démocratie aux marges*, Le Bord de l'eau (La Bibliothèque du Mauss), Lormont.
- Hervieu-Léger Danièle et Hervieu Bertrand, 1979, *Le retour à la nature. Au fond de la forêt... l'État*, Seuil.
- Horrox James, 2018, *Le mouvement des kibboutz et l'anarchie : Une révolution vivante*, Éditions de l'Éclat, Paris.
- Kropotkine Pierre, 2008, (1880-1882), *La Commune*, suivi de *La Commune de Paris*, L'Altiplano, Montreuil.
- Kropotkine Pierre, 2009 (1902), *L'entraide, un facteur de l'évolution*, Éditions Aden, Bruxelles.
- Kropotkine Pierre, 2016, (1910), *Champs, usines et ateliers*, Stock, Paris.
- Landauer Gustav, 2019 (1911), *L'appel au socialisme*, La Lenteur éditions, Paris.

- Landauer Gustav.2008 (1909), *La Communauté par le retrait et autres essais*, Éditions du Sandre, Paris.
- Latour Bruno, 1984, *Les Microbes. Guerre et paix, Suivi de Irréductions*, La Découverte, Paris.
- Löwy Michael, 1988, *Le Judaïsme libertaire en Europe centrale. Une étude d'affinité élective*, PUF, Paris.
- Mendes-Flohr, Paul and Anya Mali (eds),2015, *Gustav Landauer: Anarchist and Jew*, De Gruyter, Boston.
- Mosès Stéphane, 2008, « Messianisme du temps présent », *Lignes*, vol. 27, no. 3.
- Petit Philip. 2004. *Républicanisme. Une théorie de la liberté et du gouvernement*, Gallimard (1997).
- Proudhon P-Joseph, 1997 (1840), *Qu'est-ce que la propriété ?* Tops/Trinquier, Paris.
- Rancière Jacques, 2000, *Le partage du sensible : Esthétique et politique*, La Fabrique Éditions, Paris.
- Tari Marcello, 2011, *Autonomie ! Italie, les années 1970*. La Fabrique Éditions, « Hors collection », Paris.
- Tiqun, 2009, *Tout a failli, vive le communisme !* La Fabrique Éditions, Paris.

La zad, le kibboutz : des expérimentations existentielles

Les deux expériences politiques des Kibboutzim (Israël) et des zones à défendre (France) apparaissent éloignées et incomparables. Pourtant, dans ces deux cas, les modalités d'usage des ressources collectives, agricoles ou industrielles, l'importance de l'entraide et de l'autogestion offrent des points de comparaison. Dans les deux cas, les normes et les grammaires qui président à l'organisation de ces communautés ont pour ambition de réaliser une émancipation fondée sur l'expérience collective, indépendamment de toute détermination exogène et de tout rapport de production. La contribution développée ici permet de mener une analyse comparative de ces formes politiques et sociales basées sur la recherche de l'autonomie politique comme voie de l'émancipation. L'analyse met en valeur les points similaires comme l'autogestion, la non-domination, le refus du salariat, la démocratie directe, mais également leurs différences : le rapport à l'État et à l'auto-suffisance. Elle permet une conceptualisation de nouvelles figures de l'espace et du temps, qui ne projettent pas leur finalité au-delà du temps présent.

Two Forms: the ZAD and the Kibbutz as Existential Communities

At first sight Kibbutzim in Israel and the ZADs (Zones à Défendre, *i.e.* zones to be defended) in France appear too dissimilar to be compared. In both of these political experiments however, the ways in which collective agricultural and industrial resources are used and the importance given to mutual assistance and self-management offer points of comparison. The norms and grammars that govern how these communities organize are targeted to achieve emancipation based on collective experience, regardless of any exogenous determination or relations of production. This paper* presents a comparative analysis of the two political and social forms based on their quest for political autonomy as a path to emancipation. We highlight similarities such as their reverence for self-management, non-domination, direct democracy and the rejection of wage labour. We also charter their differing relations to the State and self-sufficiency. The comparison enables us to conceptualize new figures of space and time that are devoid of any ultimate aim or projection beyond the present.